

Nous reconnaissons les visages de la haine

Nous, anciens résistants et déportés, ne voulons pas que les héritiers des ennemis de la République exercent le pouvoir

PAR DENISE TOROS-MARTER, SIDNEY CHOURAQUI, LOUIS MONGUILAN

Anciens résistants et déportés, nous avons appris durement à reconnaître les masques et les visages de la haine, et nous les reconnaissons bien aujourd'hui.

Nous, anciens résistants et déportés, cofondateurs du site mémorial du Camp des Milles, avons connu, subi et combattu le régime de Vichy et sa politique d'extrême droite, autoritaire, nationaliste, xénophobe et antisémite. Cette politique de collaboration avec le nazisme a divisé puis persécuté, torturé, massacré.

Nous avons voulu ce lieu de mémoire et d'éducation afin que l'histoire ne soit pas enfouie, et parce que nous sommes convaincus que cette histoire nous parle aussi des dangers qui menacent encore et toujours notre fragile humanité.

Malheureusement, nous voyons aujourd'hui monter en France et en Europe la xénophobie, le nationalisme, les racismes et l'antisémitisme, encouragés par des personnalités et des partis extrémistes comme le Front national. Avec leurs grossièretés ou leurs ambiguïtés sur la page la plus sombre de notre histoire. Avec leur cortège de stigmatisations (contre les musulmans, mais aussi les Roms, les protestants, les juifs, les francs-maçons, les homosexuels, refrain vichyste connu...). Avec leurs menaces contre la paix civile entre Français.

INSUPPORTABLE

C'est pourquoi nous n'acceptons pas l'idée que les héritiers de ces politiques antirépublicaines, quels qu'ils soient, puissent exercer et détourner un pouvoir républicain. Nous savons la diversité et les raisons multiples des sympathisants des partis concernés, ou de leurs électeurs. Comme c'était le cas d'ailleurs pour beaucoup d'Allemands qui ont voté à 33,1 % pour Hitler aux dernières élections libres, ou pour nos compatriotes abusés un temps par Pétain face au danger nazi.

Mais l'exercice du pouvoir par des responsables qui portent et symbolisent des

idéologies discriminatoires et mortifères serait indécent et choquant et bafouerait notre histoire. Cela insulterait les combats et les souffrances des résistants, des internés, des déportés. Comme en 1933 et 1940, leur élection serait probablement légale formellement, certainement pas légitime en République ou en démocratie. Elle menacerait même l'espoir que les leçons de l'histoire aient été comprises.

Même s'ils restent la preuve des résistances toujours possibles et efficaces, tant de sacrifices n'auraient-ils pas suffi pour écarter définitivement l'aigle noir des extrémismes et des racismes ?

Les menaces contre la République sont multiples, et le terrorisme en est l'expression la plus violente. Mais c'est aujourd'hui l'extrême droite qui risque de conquérir des lieux de pouvoir dans notre pays, et qui présente donc le danger le plus important, le plus immédiat pour nos libertés et pour la démocratie.

Ce faisant, elle ferait aussi le jeu des provocations terroristes qui cherchent à nous affaiblir en nous divisant, en sapant nos valeurs et nos libertés républicaines, et en nous opposant les uns aux autres.

Sur la vraie nature du FN se multiplient débats et arguties, faux-semblants et précautions oratoires. Mais par-delà les mots, nous avons appris à reconnaître les masques et les visages de la haine, et nous les reconnaissons bien aujourd'hui.

Peu importe que l'on nous accuse de diabolisation. Car nous avons connu les « diables ordinaires » qui peuvent préparer l'enfer. Nous savons jusqu'où mènent l'intolérance et l'exclusion au pouvoir. Nous en connaissons la dynamique meurtrière. Elle nourrit et se nourrit des crispations identitaires, de la méfiance de l'Autre, et de toutes les peurs. Quelles que soient les volontés des responsables des partis extrémistes, elle enclenche des processus d'actions/réactions qui peuvent conduire à des généralisations abusives, à des affrontements et à des violences extrêmes.

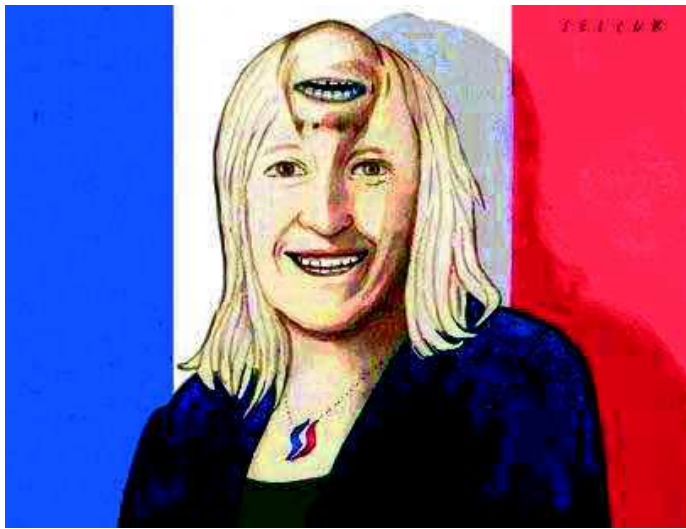
Pour notre pays, pour les valeurs de la République, pour nos enfants et petits-enfants, ce risque mortel ne peut pas être pris. ■

Denise Toros-Marter est déportée à 16 ans à Auschwitz

M^{re} Sidney Chouraqui est engagé volontaire de la France libre

Colonel (e.r.) Louis Monguilan est résistant, déporté à Mauthausen

FN en tête | PAR SELÇUK



Abstentionnistes, allez voter !

Ne pas se rendre aux urnes revient à se soustraire à l'impératif démocratique. Dimanche, le taux de participation doit être fort

PAR BERNARD KOUCHNER

En démocratie, chaque bulletin a la même valeur, à défaut d'avoir la même signification. Mais il y a un comportement qui n'a aucune valeur, c'est celui de l'abstention, la désertion, la négligence, la coquetterie, la dérobade. La moitié des électeurs n'ont pas voté dimanche 6 décembre. Ils peuvent avoir d'innombrables raisons. L'offre politique n'est pas parfaite : les promesses ne sont que rarement tenues, les jeux d'appareil sont insupportables, les comportements politiques sont souvent choquants, les grandes et belles figures manquent, ceux qu'on voudrait voir se présenter n'y sont pas et ceux dont on regrette la présence s'y trouvent ; mais tout cela ne vaut rien face à l'impératif démocratique.

Certains pays ont fait le choix du vote obligatoire. La France ne l'a pas fait – pas encore fait, pourrait-on regretter – en pensant que la force civique était suffisamment forte, en hommage à ceux qui ont arraché le suffrage universel, après le suffrage censitaire, ceux qui l'ont préservé par la Résistance, l'ont étendu grâce au progrès. Et trop nombreux sont ceux qui jouent aux enfants gâtés de la démocratie. Leur non-ingérence démocratique est coupable, elle est une faute inexcusable. Elle est compliquée.

CET INESTIMABLE POUVOIR

Aujourd'hui, les mines sont défaites, mais les jeux ne sont pas faits. La faculté d'échapper au populisme appartient au peuple. Des millions d'inscrits détiennent une parcelle de cet inestimable pouvoir. Ils doivent s'en rendre compte avant qu'il ne soit trop tard. Avant que l'Europe ne soit détricotée. Avant que la peine de mort ne revienne en vogue. Avant que la justice ne devienne dépendante. Avant que nos voisins ne deviennent leurs suspects. Avant que la culture ne soit repeinte en bleu marine. Avant que les associations ne perdent leurs subventions. Avant que les bibliothèques

ne trient les livres en fonction de leurs idées.

Le 13 décembre, le taux de participation devrait être de plus de 80 %, comme s'il s'agissait de l'élection présidentielle. Cela prend quelques minutes, cela ne dépend de personne d'autre que de nous, cela donnera à l'ensemble des électeurs une légitimité pour critiquer, râler, protester, manifester, proposer, s'engager. Légitimité dont ils se priveraient pour des années sans fin. Il suffit de quelques minutes pour stopper la contagion.

Il faut un vrai vote d'adhésion. Pas d'adhésion à un parti. Pas d'adhésion à un homme ou une femme. Mais une adhésion à une certaine idée de la démocratie. Celle qui nous rend libre, celle qui nous rend solidaire, celle qui nous rend responsable, la seule qui donne la même valeur à chacun d'entre nous, indépendamment de l'âge, du revenu, du statut social, de l'origine et de la couleur. Un petit geste pour chacun d'entre nous, un grand pas pour la France et pour l'Europe. ■

Bernard Kouchner est ancien ministre des affaires étrangères

Politiques, il est temps d'agir !

Les électeurs sont épuisés par les renoncements et les démissions du monde politique

PAR MAURICE LÉVY

Un de mes amis, homme politique respectable et respecté, sonné par les résultats du premier tour des élections régionales, me demande quelques « trucs » de communication pour contrecarrer la montée du Front national (FN). Je me refuse toujours à conseiller qui que ce soit dans ses programmes politiques ou de communication, et j'ai dû faire un effort pour ne pas dire à cet homme qu'il commettait une erreur en pensant que le problème de la montée du FN relevait de la communication. J'aime trop mon métier pour lui accorder des mérites et des pouvoirs qui le dépassent.

Qu'est-ce que la politique – ou plutôt : que devrait-elle être ? – sinon la manière dont une société humaine organise, régule, protège le rapport à l'autre, l'échange, le partage ?

Depuis le développement de l'image et les dérives que la société du spectacle lui a fait subir, on confond la forme et le fond. Trop d'hommes et de femmes politiques pensent qu'il suffit de bien formuler un message, d'utiliser les mots et les images qui mettent dans le mille pour obtenir les votes de nos concitoyens. Certes, il existe de nombreux exemples où des idées ont été séduites par une formule, une petite phrase qui fait mouche, depuis le fameux « Vous n'avez pas le monopole du cœur », lancé par le candidat Valéry Giscard

d'Estaing à la face de François Mitterrand, le 10 mai 1974. Ce que les gens oublient, c'est que cette phrase seule ne lui aurait pas permis de gagner.

Dans la montée des votes en faveur du FN, que trouve-t-on ? D'abord une profonde déception des Français vis-à-vis de l'action menée par tous les gouvernements qui se sont succédés depuis des décennies, incapables de résoudre leurs problèmes. Il y a plus de trente ans déjà, l'humoriste Coluche avait perturbé une campagne en appelant les laissés-pour-compte à voter pour lui. La parodie fit long feu, mais le diagnostic n'a cessé de devenir plus aigu.

La liste est longue, depuis le chômage, le sentiment de déclassement, d'insécurité, aggravé par les récents événements, les échecs de l'école, de la politique d'immigration, de l'urbanisation et ce terrible sentiment de se croire abandonné par la puissance publique. Et lorsqu'ils votent dans un sens contraire aux courants politiques traditionnels, ils se sentent méprisés, stigmatisés, pris pour des imbéciles.

Aujourd'hui, et ce sera l'un des enseignements de ces élections, ils n'ont plus honte, ils ne se cachent plus, ils ne dissimulent plus leur vote : au contraire, ils assument et abordent le vote FN presque avec fierté.

Laurent Fabius s'est vu reprocher le fait d'avoir dit, en 1984, que Le Pen « pose de bonnes questions mais apporte de mauvaises réponses ». Est-ce que l'occultation de sujets qui concernent nos compatriotes est une réponse politique aux défis d'une société comme la nôtre, de l'immigration à l'islam radical en passant par les questions de sécurité publique ou d'éducation ? Est-ce parce que Le Pen s'est approprié ces thèmes qu'il faut s'abstenir de les évoquer et d'en débattre ? Evidemment non, et c'est le prix de ce refus du monde politique

qui l'on paie aujourd'hui. Au prix cher. Mais rappelez-vous le tollé général de la classe politique, des médias, des observateurs de tout poil, et l'union sacrée pour rejeter l'idée qu'un tel parti puisse poser des questions qui méritent d'être débattues. Le résultat est que nous n'avons jamais voulu traiter au fond de ces questions, sans doute parce que ceux qui les posaient dérangeaient et dérangent toujours. Dois-je vraiment préciser que je n'ai aucune sympathie pour ce parti, ses idées, ses leaders ?

Non, ce n'est pas d'un manque ou d'un défaut de communication que souffre notre pays, mais de maux d'autant plus profonds qu'on ne les a pas traités plus tôt. Nos efforts de réformes sont louables, mais les porteurs de ces réformes reconnaissent eux-mêmes qu'ils ne font que 10 % à 15 % de ce qui est nécessaire. Et ces réformes ne produisent pas les effets escomptés, elles sont contestées car stériles, et personne ne veut reconnaître qu'elles sont simplement insuffisantes.

UNE HABILITÉ DIABOLIQUE

Il en va de même de l'intégration. Nous sommes malades de nos faiblesses dans ce domaine. Que faisons-nous pour y remédier ? Et que faisons-nous pour l'école, autrefois respectée par nos concitoyens, admirée par les pays étrangers, et qui ne cesse de se dégrader avec à chaque réforme un abandon de l'exigence d'effort et d'excellence qui fait d'un pays une grande nation du savoir...

La liste est longue de nos hésitations, de nos renoncements, de nos démissions avec le résultat que l'on voit : un terrible discrédit de la classe politique auprès d'une part importante de la population, et le choix de la désespérance – ou de l'espoir pour certains : on a tout essayé et cela n'a pas marché. Alors pourquoi pas

eux ? Et plus ils sont stigmatisés, plus ils apparaissent comme des victimes à qui l'on refuse le droit de participer à la vie civile. Ils en jouent avec une habileté diabolique, rendant toute prise impossible. Pour notre pays, pour notre démocratie, notre avenir, c'est un jeu très dangereux, dont l'issue pourrait être redoutable.

Les problèmes de notre vie politique ne sont pas limités, bornés par le FN, même s'il domine la scène. Non, nos problèmes tiennent au fait qu'on se refuse à les voir, les identifier, les nommer et les traiter en toute objectivité.

Alors je me suis permis de dire à mon ami : « Et si toi et tes collègues vous décidiez de vous battre enfin, et vraiment, pour une France qui crée des emplois, qui fait de l'école à la fois le plus beau lieu d'intégration et la meilleure préparation à l'avenir ? Et si vous abattiez ces tours, ces cités ghettos et en faisiez des lieux de vie ? Et si vous permettiez à chacun, par son travail, de retrouver sa dignité, la fierté de pouvoir aux besoins de sa famille, et que les Restaurants du cœur n'aient plus d'avenir ? »

Faut-il ici rappeler que, depuis Aristote, la res publica est comprise comme l'exercice d'un pouvoir juste, dans l'intérêt de tous, régissant dans l'espace public qu'est un pays les rapports entre tous les citoyens, entre toutes les parties de la société, avec le double souci de favoriser le succès individuel et le bien-être commun.

Lorsque la classe politique de ce pays malade qu'est devenue la France aura pris le taureau par les cornes et obtenu des résultats visibles, tangibles, communiquer ne sera plus un problème, croyez-moi. ■

Maurice Lévy est président du directoire de Publicis Groupe